

Rapport de gestion CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017



FIERACAPITAL

Table des matières

Mode de présentation	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société	3
Événements importants	3
Vue d'ensemble des marchés et de la conjoncture économique.....	5
Sommaire du rendement du portefeuille	7
Principales tendances	8
Points saillants du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017.....	10
Résultats financiers	13
Résultats d'exploitation et performance globale.....	16
Sommaire des résultats trimestriels.....	32
Situation de trésorerie et sources de financement.....	33
Contrôles et procédures.....	42
Instruments financiers.....	43
Gestion du capital	43
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	43
Nouvelles méthodes comptables.....	43
Mesures non conformes aux IFRS	45
Risques liés aux activités	48

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 11 août 2017, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes aux 30 juin 2017 et 2016 ainsi que pour les trimestres et les semestres clos à ces dates.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales sont présentées séparément dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

Les méthodes comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, avant l'acquisition par la Société afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'a adoptées la Société.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

MODE DE PRÉSENTATION

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et, par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour des états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrite à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour 2016, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »), le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté par action, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté par action, le résultat en trésorerie, le résultat en trésorerie par action et les éléments hors trésorerie comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexacts. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital a été constituée en tant que Fry & Company (Investment Management) Limited en 1955 en vertu des lois de la province d'Ontario. La Société est un gestionnaire de portefeuille mondial qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par deux sociétés américaines liées à la Société, soit Fiera Capital Inc. et Bel Air Management, LLC, qui sont inscrites à titre de conseillers en placement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (« SEC »). Charlemagne Capital (UK) Limited, société liée à la Société, est inscrite auprès de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement et Charlemagne Capital (IOM) est inscrite à l'île de Man, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- **Fiera Infrastructure a acquis une participation dans un portefeuille de projets d'énergie solaire et éolienne** – le 10 avril 2017. Peu après la clôture du trimestre, Fiera Infrastructure a fait l'acquisition d'une participation indirecte dans un portefeuille de huit projets de production d'énergie solaire et éolienne aux États-Unis, lesquels appartiennent à des sociétés affiliées à D. E. Shaw Renewable Investments, L.L.C. et à d'autres investisseurs, et de trois autres projets dont l'ajout au portefeuille est prévu en 2017. Cette acquisition porte les actifs sous gestion de Fiera Infrastructure à plus de 800 millions de dollars.
- **Fiera Capital annonce le départ de son président et chef de l'exploitation à l'échelle mondiale** – le 13 avril 2017. le conseil d'administration de Fiera Capital a annoncé qu'il acceptait la démission de Sylvain Brosseau du poste de président et chef de l'exploitation à l'échelle mondiale. M. Brosseau continuera de siéger au conseil d'administration de Fiera Capital.
- **Fiera Capital émet des actions aux associés vendeurs de Samson, tel qu'elle l'avait annoncé précédemment** – le 1^{er} mai 2017. Fiera Capital a annoncé que, conformément à la convention d'achat et de vente qu'elle avait conclue aux fins de l'acquisition de Samson Capital Advisors LLC, dont la clôture a eu lieu le 30 octobre 2015, elle a émis aux associés vendeurs de Samson un total de 353 928 actions avec droit de vote subalterne de catégorie A (les « actions de catégorie A »), au prix de 11,70 \$ CA (ou 8,90 \$ US) l'action.
- **Lancement d'un nouveau fonds commun axé sur les actions mondiales sur le marché américain** – le 3 mai 2017. La Société a lancé un nouveau fonds, Fiera Capital Global Equity Focused Fund, sur le marché américain. Le fonds est investi dans un portefeuille concentré en fonction des convictions les plus profondes de l'équipe d'actions mondiales parmi les marchés mondiaux, les marchés développés et des marchés émergents choisis et vise à réaliser une plus-value du capital.
- **Nominations au sein de son équipe de direction** – le 31 mai 2017. Fiera Capital a annoncé que Jean-Guy Desjardins, président du conseil d'administration et chef de la direction de Fiera Capital, assume dorénavant le rôle de président de la société. John Valentini et François Bourdon se voient confier des responsabilités accrues et des rôles élargis. M. Valentini devient vice-président exécutif, chef de la direction financière globale et président de la division des stratégies de placement privé alternatives, tandis que M. Bourdon est nommé chef des placements global.

- **Jean-Philippe Lemay est promu président et chef de l'exploitation de la division canadienne de Fiera Capital** – le 9 juin 2017. Fiera Capital a annoncé que Jean-Philippe Lemay est promu président et chef de l'exploitation de la division canadienne de Fiera Capital, tout en maintenant ses responsabilités en tant que chef des placements.
- **Nomination de Monique F. Leroux** – le 14 juin 2017. Fiera Capital a annoncé la nomination de Monique F. Leroux à titre de conseillère stratégique et de membre du Comité de développement stratégique de la Société. Dans ce rôle, M^{me} Leroux appuie la haute direction de Fiera Capital ainsi que les équipes de gestion de ses divisions dans leur développement, dans leur positionnement et dans leur planification stratégique.
- **Présentation du rendement passé de l'équipe d'actions canadiennes** – le 30 juin 2017. L'équipe d'actions canadiennes de Fiera Capital a également obtenu une analyse des normes Global Investment Performance Standards (GIPS) par un tiers et peut maintenant présenter le rendement solide de l'équipe des quatre dernières années alors qu'elle était responsable de la gestion de 3 milliards de dollars d'ASG dans le cadre de mandats d'actions canadiennes pour une importante société d'assurance.
- **Lancement d'un nouveau fonds d'agriculture mondial** – le 30 juin 2017. Fiera Comox a officiellement lancé son fonds d'agriculture mondial. Les clôtures subséquentes devraient avoir lieu au cours des prochains mois et trimestres.
- **Politique mondiale de sécurité de l'information** – Le conseil d'administration a approuvé une politique mondiale de sécurité de l'information et son cadre de gouvernance connexe. Les menaces à la sécurité de l'information sont devenues les principaux risques auxquels sont confrontées les sociétés de nos jours. À cette fin, chacune de nos divisions possède son propre programme de formation en ligne qui complète les contrôles de sécurité qui sont constamment mis à jour par les services de technologie de l'information dans l'ensemble de la société pour sauvegarder les données d'entreprise et permettre et maintenir le fonctionnement des activités.

Événements postérieurs à la date de clôture

- **David Sadkin nommé président de la division Bel Air** – le 7 août 2017. David Sadkin a été nommé président de Bel Air Investment Advisors LLC.

VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS ET DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Vue d'ensemble des marchés

Les marchés boursiers mondiaux sont demeurés résistants malgré un trimestre chargé pour les banques centrales et un calendrier politique bien rempli. Au contraire, les marchés boursiers ne se sont pas laissés démontés par les événements mondiaux et ont poursuivi leur hausse, rassurés par la conjoncture économique mondiale de plus en plus synchronisée, par le soutien constant des banques centrales de par le monde et par la croissance robuste des résultats.

Sur le plan géographique, les actions américaines ont fait fi de la quatrième hausse des taux de la Réserve fédérale au cours du présent cycle et ont atteint de nouveaux sommets à plusieurs occasions grâce à de solides résultats des sociétés, aux espoirs de mise en place de mesures de relance budgétaire par l'administration Trump et aux attentes selon lesquelles la Fed prendra son temps pour normaliser la politique monétaire. En revanche, après avoir affiché un rendement impressionnant en 2016, le marché boursier canadien a tiré de l'arrière par rapport à ses pairs dans le reste du monde. L'opinion envers les actions canadiennes s'est détériorée en raison de l'effondrement des prix du pétrole, des craintes liées au marché de l'habitation et de l'incertitude persistante se rapportant aux renégociations de l'ALENA qui, lorsque combinés, ont une incidence négative sur les secteurs de la finance et des ressources. À l'étranger, les actions internationales ont progressé en raison de l'amélioration des tendances de croissance en Europe et au Japon, puisque les obstacles politiques se sont quelque peu effacés après certains résultats électoraux favorables au cœur de l'Europe. Finalement, les actions des marchés émergents ont mené le bal du rendement mondial grâce à l'amélioration des facteurs fondamentaux à la base du monde émergent et au rythme lent et régulier adopté par la Réserve fédérale pour la normalisation, ces deux éléments ayant soutenu l'appétit pour les actifs plus risqués dans le monde en développement.

Dans l'intervalle, les marchés des titres à revenu fixe de l'Amérique du Nord ont aussi affiché des résultats positifs au deuxième trimestre de 2017. Les courbes des taux se sont aplanies, tant aux États-Unis qu'au Canada. D'un côté, la partie à court terme s'est relevée à la suite de la deuxième hausse de la Réserve fédérale en 2017 et lorsque la Banque du Canada a préparé le marché en prévision d'un relèvement de taux. À l'opposé, la partie à long terme a continué à subir une pression considérable aux États-Unis, en raison de résultats économiques plus faibles que prévu aux États-Unis, du calendrier de croissance républicain qui progresse à pas de tortue et de l'effondrement des prix du pétrole, le tout faisant dégringoler les attentes liées à l'inflation. Les taux des obligations canadiennes se sont toutefois rebiffés contre la tendance mondiale et ont monté en flèche à la fin de juin après que la Banque du Canada a adopté un point de vue de plus en plus constructif à l'égard de l'économie canadienne, tandis que les taux des obligations européennes ont aussi fait marche arrière à la fin de juin, alors que la Banque centrale européenne a commencé à préparer le terrain en vue d'une éventuelle réduction du programme d'assouplissement quantitatif.

Vue d'ensemble de la conjoncture économique

Notre hypothèse de base pour une expansion mondiale synchronisée demeure essentiellement stable pour l'instant. La conjoncture économique, notamment, demeure raisonnablement favorable, tant les économies développées que les économies émergentes contribuant positivement à l'expansion mondiale.

L'économie canadienne tourne à plein régime et est en première place du G7 pour ce qui est de la croissance cette année, les facteurs de croissance se propageant plus largement dans l'ensemble de l'économie. Le dynamisme intérieur demeure résistant grâce à des gains robustes dans les dépenses des ménages, les investissements résidentiels et les dépenses des entreprises, tandis que les exportations ont rebondi du fait de la plus forte demande américaine et d'un

huard concurrentiel, ce qui a confirmé le point de vue de la Banque du Canada selon lequel le pire du choc pétrolier est en grande partie chose du passé.

Après un début d'année décevant aux États-Unis en 2017, les principaux indicateurs économiques pointent en direction d'une réaccélération au cours du second semestre, même si le moment auxquelles seront implantées les mesures de relance budgétaire très attendues de l'administration Trump et leur importance demeurent incertains pour le moment. Alors que les entreprises font un retour après plusieurs années de retenue, le consommateur demeure aussi en bonne condition, soutenu par les faibles prix de l'essence, des gains record des marchés boursiers et une vigueur continue des conditions du marché de l'emploi.

Étonnamment, l'économie de la zone euro a été un facteur positif cette année, la reprise s'élargissant à l'ensemble des secteurs et des pays, tandis que les facteurs politiques défavorables n'ont pas eu d'incidence après que les électeurs ont choisi de rejeter le mouvement populiste au cœur de l'Europe. Parallèlement, les perspectives demeurent fort incertaines au Royaume-Uni, puisque les négociations liées au Brexit sont sur le point de s'amorcer, tandis que l'inflation à la hausse réduit le pouvoir d'achat des consommateurs. Finalement, l'économie japonaise demeure bien soutenue par une reprise de la demande privée, le renforcement des exportations et un yen plus faible.

Pour ce qui est des pays émergents, la croissance reste prête à surpasser celle des pays développés au cours de l'année à venir. Tandis que le Brésil et la Russie montrent de nouveaux signes de vie, l'économie de la Chine est toujours en bonne condition, même si les décideurs font des efforts pour freiner la croissance excessive du crédit. L'économie chinoise continue de subir la transition vers des facteurs de croissance plus durables axés sur la consommation alors que la demande l'éloigne des investissements alimentés par les emprunts vers le secteur axé sur les services. Heureusement, le secteur des services continue de progresser, ce qui a compensé une certaine modération dans le secteur manufacturier.

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie			Rendement de la stratégie					
		Valeur ajoutée	Quartile		Valeur ajoutée	Quartile				
Revenu fixe	63,9									
Revenu fixe – Gestion active univers		0,12	0,10	T4	3,19	-0,10	T4	1 ^{er} janv. 1997	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		0,12	0,10	T4	3,19	-0,10	T4	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		1,34	1,32	T1	3,87	0,58	T1	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion active long terme		0,61	0,21	T2	4,77	-0,11	T4	1 ^{er} juill. 1998	Indice à long terme FTSE TMX	
Obligations à haut rendement		13,13	0,50	T1	6,80	-0,35	T2	1 ^{er} févr. 2002	Indice de référence à haut rendement	1
Actions privilégiées – valeur relative		22,30	2,49	s. o.	3,13	1,91	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		2,96	2,57	s. o.	6,17	1,12	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		0,04	-0,12	s. o.	2,02	-0,24	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 years Municipal Index	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,04	-0,06	s. o.	2,02	0,22	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 years AA+ Municipal Index	
Tax Efficient Core Plus		-0,13	-0,29	s. o.	2,55	0,43	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 years Municipal Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		-0,42	-0,26	s. o.	1,85	-0,03	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		-0,42	0,10	s. o.	1,85	0,18	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	
Équilibré	5,0									
Fonds équilibré « Core »		10,67	2,08	T1	10,55	1,66	T1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		11,31	2,46	T1	9,92	1,95	T1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
Actions	50,4									
Actions canadiennes		14,93	3,89	T1	12,26	4,55	T1	1 ^{er} janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		14,16	3,11	T1	10,46	1,71	T3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		17,42	6,37	T1	11,11	2,36	T2	1 ^{er} nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		13,78	0,14	T3	10,39	2,31	T3	1 ^{er} oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		-0,55	-4,30	T4	12,67	7,54	T2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		3,15	-0,60	T4	13,83	8,70	T2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		17,97	0,08	T3	22,73	2,41	T1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		19,47	-0,80	T3	16,49	2,41	T1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAE0 net (\$ CA)	
Actions mondiales		19,96	1,77	T2	20,18	3,27	T1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Apex Large Cap Growth		23,08	2,65	T2	14,95	-0,36	T2	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	
Apex Mid Cap Growth		27,30	10,25	T2	15,54	1,34	T1	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	
Apex Smid Growth		19,75	-1,68	T3	14,01	-0,31	T2	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	
Apex Small Cap Growth		9,30	-15,11	T4	11,41	-2,58	T4	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	
Emerging Markets Core Growth		25,84	2,10	T2	7,40	3,45	T1	1 ^{er} juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	
Emerging Markets Growth & Income		20,18	-3,57	T3	5,52	1,57	T3	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	
Frontier Markets		41,48	22,26	T1	17,78	9,19	T1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	
Placements non traditionnels	6,4									
Fonds – Marché neutre nord-américain		-3,90	-3,90	s. o.	5,52	5,52	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Aucun indice de référence	
Fonds – Actions « Long/Short »		-5,36	-5,36	s. o.	14,69	14,69	s. o.	1 ^{er} août 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Financement diversifié		6,05	6,05	s. o.	6,60	6,60	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Aucun indice de référence	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		8,71	8,71	s. o.	5,08	5,08	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Indice à court terme FTSE TMX	
Fonds – Infrastructure		4,25	4,25	s. o.	6,18	6,18	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Immobilier		8,95	8,95	s. o.	5,72	5,72	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending construction Financing Fund		69,42	6,42	s. o.	6,44	6,44	s. o.	22 nov. 2006	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending Mezzanine Financing Fund		11,05	11,05	s. o.	11,36	11,36	s. o.	21 juill. 2015	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending Business Financing Fund		10,06	10,06	s. o.	14,77	14,77	s. o.	6 nov. 2013	Aucun indice de référence	
Charlemagne OCCO Easter European Fund*		11,42	11,42	s. o.	6,16	6,16	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Aucun indice de référence	
Total	125,7									

1. Composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).

2. Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.

3. Composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.

4. Les rendements sont libellés en dollars américains.

Informations importantes

– Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, sauf mention contraire.

– Tous les rendements présentés sont annualisés.

– Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.

– Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.

– Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.

– Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.

– Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

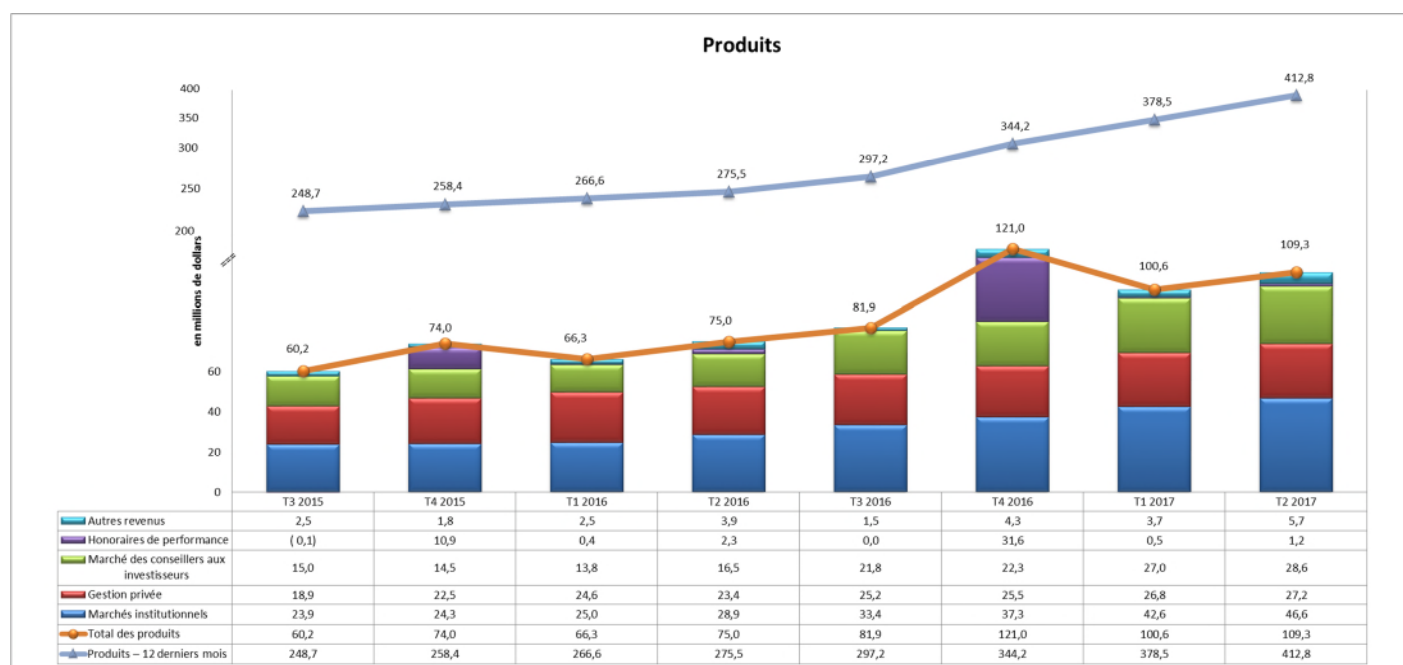
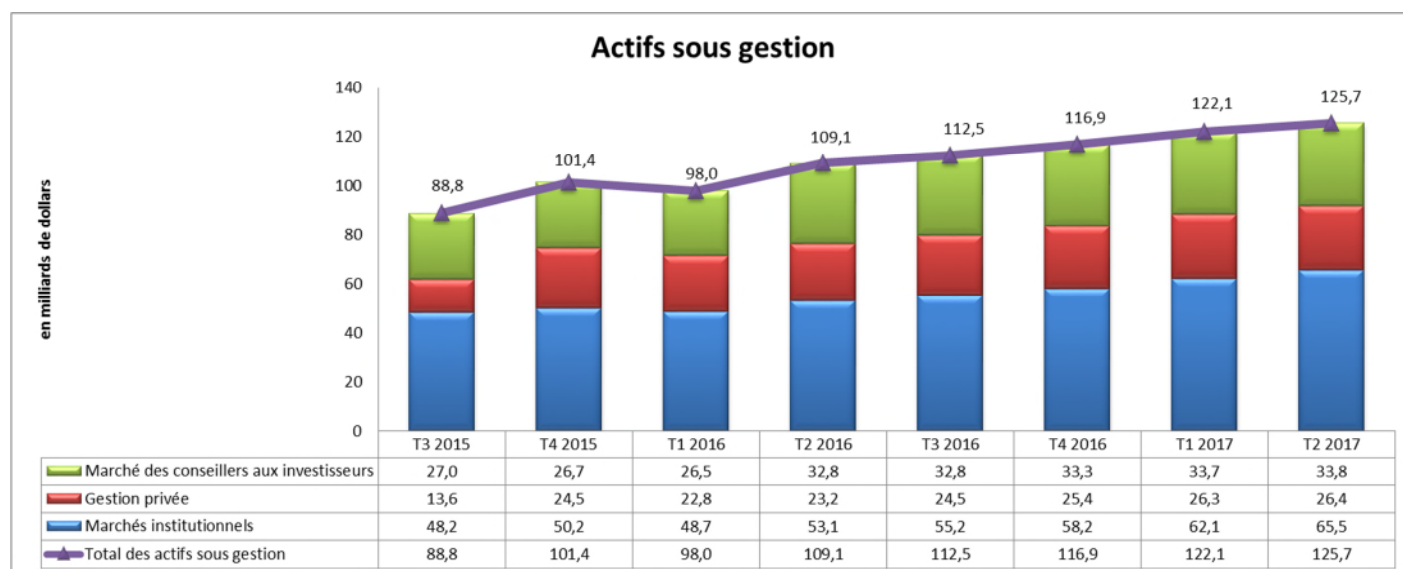
– La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

– Les fonds composés et les fonds en gestion commune ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société, les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.

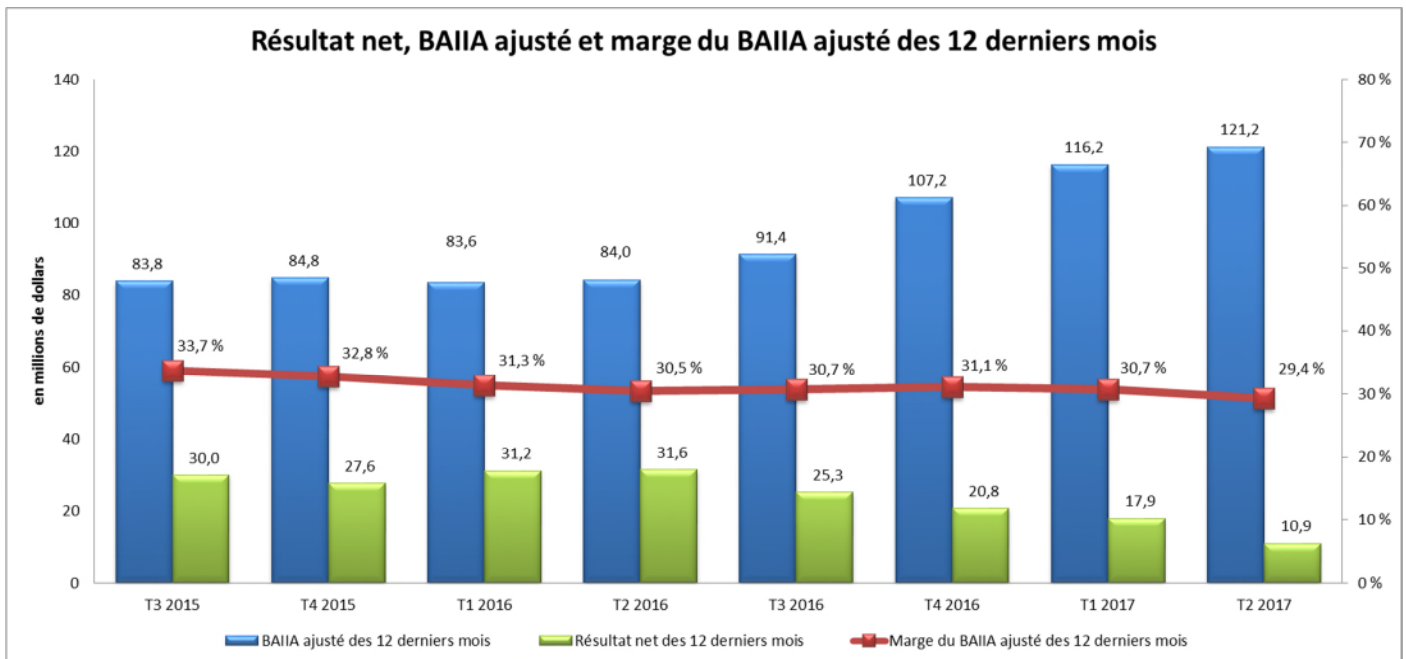
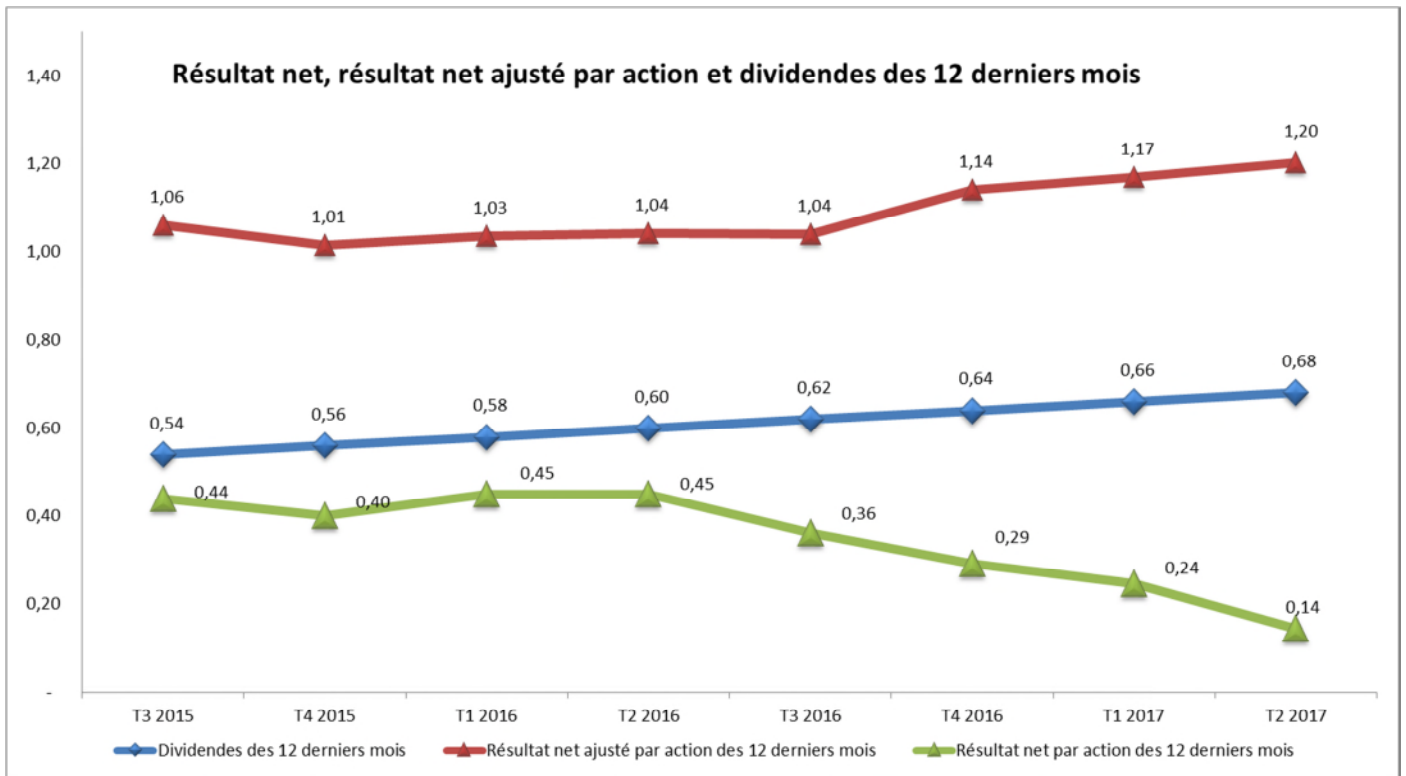
– Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

PRINCIPALES TENDANCES DES ACTIFS SOUS GESTION ET DES PRODUITS

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le résultat net par action, le résultat ajusté par action¹⁾ et les dividendes pour les 12 derniers mois.



1) Voir la rubrique Mesures non conforme aux IFRS à la page 45.



POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE ET LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 16,6 milliards de dollars, ou 15 %, pour se fixer à 125,7 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre des actifs sous gestion de 109,1 milliards de dollars au 30 juin 2016.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 se sont accrus de 35,4 millions de dollars, ou 49 %, pour s'établir à 108,1 millions de dollars par rapport aux 72,7 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 1,2 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 2,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 33,8 millions de dollars, ou 63 %, pour se chiffrer à 87,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, alors qu'ils avaient été de 54,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté¹⁾ a progressé de 5,0 millions de dollars, ou 21 %, pour atteindre 28,5 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 23,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,35 \$ (de base)¹⁾ et à 0,34 \$ (dilué)¹⁾ pour le deuxième trimestre de 2017, contre 0,32 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 7,0 millions de dollars, ou 89 %, par rapport à celui du deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 7,9 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté¹⁾ attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 s'est élevé à 24,5 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base)¹⁾ et 0,29 \$ par action (dilué)¹⁾, contre 19,6 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base) et 0,26 \$ par action (dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou 3 %, pour se fixer à 125,7 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre 122,1 milliards de dollars au 31 mars 2017.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 ont augmenté de 8,1 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 108,1 millions de dollars par rapport aux 100,0 millions de dollars du trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

1) Voir la rubrique Mesures non conforme aux IFRS à la page 45.

- › Les honoraires de performance ont été de 1,2 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 0,5 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Ces honoraires sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 9,7 millions de dollars, ou 12 %, pour se chiffrer à 87,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, alors qu'ils avaient été de 78,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017.
- › Le BAIIA ajusté¹⁾ a progressé de 3,3 millions de dollars, ou 13 %, pour atteindre 28,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 25,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Le BAIIA ajusté par action¹⁾ s'est élevé à 0,35 \$ (de base) et à 0,34 \$ (dilué) pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 0,31 \$ (de base) et 0,30 \$ (dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017.
- › Le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 3,5 millions de dollars, ou 80 %, par rapport à celui du trimestre précédent clos le 31 mars 2017, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté¹⁾ attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 s'est élevé à 24,5 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base) et 0,29 \$ par action (dilué), contre 20,7 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le semestre clos le 30 juin 2017 se sont accrus de 69,6 millions de dollars, ou 50 %, pour s'établir à 208,2 millions de dollars par rapport aux 138,6 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 1,7 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 58,1 millions de dollars, ou 54 %, pour se chiffrer à 165,8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, alors qu'ils avaient été de 107,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 14,0 millions de dollars, ou 35 %, pour atteindre 53,7 millions de dollars au semestre clos le 30 juin 2017, contre 39,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,66 \$ (de base) et à 0,64 \$ (dilué) pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 0,54 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

1) Voir la rubrique Mesures non conforme aux IFRS à la page 45.

- › Le semestre clos le 30 juin 2017 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 5,3 millions de dollars, ou 0,7 \$ par action (de base) et 0,06 \$ par action (dilué), en baisse de 9,9 millions de dollars, ou 65 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 15,2 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est élevé à 45,2 millions de dollars, ou 0,55 \$ par action (de base) et 0,54 \$ par action (dilué), contre 36,6 millions de dollars, ou 0,50 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	125 658	122 063	109 136	3 595	16 522

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2017	LE 31 MARS 2017	LE 30 JUIN 2016	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	102 401	96 308	68 804	6 093	33 597
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 209	527	646	682	563
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(7)	5	1 672	(12)	(1 679)
Autres revenus	5 746	3 734	3 861	2 012	1 885
	109 349	100 574	74 983	8 775	34 366
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	87 346	77 152	53 289	(10 194)	(34 057)
Frais des gestionnaires externes	451	896	743	445	292
Amortissement des immobilisations corporelles	956	931	824	(25)	(132)
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 900	10 935	8 464	35	(2 436)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	1 388	2 549	2 536	1 161	1 148
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	1 289	1 308	694	19	(595)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	4 851	1 076	3 894	(3 775)	(957)
Frais d'acquisition	1 659	1 718	2 054	59	395
Variations nettes de la juste valeur des instruments financiers dérivés	439	(372)	(265)	(811)	(704)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	371	–	–	(371)	(371)
Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise	–	–	(5 827)	–	(5 827)
Autres (produits) charges ³⁾	(8)	(4)	(2)	4	6
	109 642	96 189	66 404	(13 453)	(43 238)
Bénéfice (perte) avant l'impôt sur le résultat	(293)	4 385	8 579	(4 678)	(8 872)
Impôt sur le résultat	(797)	32	276	829	1 073
Résultat net	504	4 353	8 303	(3 849)	(7 799)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	877	4 428	7 901	(3 551)	(7 024)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(373)	(75)	402	(298)	(775)
Résultat net	504	4 353	8 303	(3 849)	(7 799)
PAR ACTION (DE BASE)					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,35	0,31	0,32	0,04	0,03
Résultat net	0,01	0,05	0,11	(0,04)	(0,10)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,30	0,25	0,27	0,05	0,03
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,34	0,30	0,32	0,04	0,02
Résultat net	0,01	0,05	0,11	(0,04)	(0,10)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,29	0,25	0,26	0,04	0,03

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe à la page 45.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « Profit sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion (suite)

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits			
Honoraires de gestion	198 709	132 219	66 490
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 736	935	801
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(2)	1 755	(1 757)
Autres revenus	9 480	6 358	3 122
	209 923	141 267	68 656
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	164 498	106 083	(58 415)
Frais des gestionnaires externes	1 347	1 626	279
Amortissement des immobilisations corporelles	1 887	1 655	(232)
Amortissement des immobilisations incorporelles	21 835	16 009	(5 826)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	3 937	4 926	989
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	2 597	1 398	(1 199)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	5 927	4 412	(1 515)
Frais d'acquisition	3 377	5 762	2 385
Variations nettes de la juste valeur des instruments financiers dérivés	67	(619)	(686)
Profit sur disposition d'une participation dans des coentreprises	–	(15 013)	(15 013)
Profit sur disposition du contrôle de la participation dans une coentreprise	–	(5 827)	(5 827)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	7 921	7 921
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	371	–	(371)
Autres (produits) charges ³⁾	(12)	(63)	(51)
	205 831	128 270	(77 561)
Bénéfice (perte) avant l'impôt sur le résultat	4 092	12 997	(8 905)
Impôt sur le résultat	(765)	782	1 547
Résultat net	4 857	12 215	(7 358)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	5 305	15 181	(9 876)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(448)	(2 966)	2 518
Résultat net	4 857	12 215	(7 358)
PAR ACTION (DE BASE)			
BAlIA ajusté ¹⁾	0,66	0,54	0,12
Résultat net	0,07	0,21	(0,14)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,55	0,50	0,05
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAlIA ajusté ¹⁾	0,64	0,54	0,10
Résultat net	0,06	0,21	(0,15)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,54	0,50	0,04

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe à la page 45.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « Profit sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	30 JUIN 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	38 183	49 742
Débiteurs	96 212	116 401
Autres actifs courants	13 941	6 547
Total des actifs courants	148 336	172 690
Goodwill	517 193	541 030
Immobilisations incorporelles	427 260	458 760
Autres actifs non courants	21 797	20 675
Total des actifs	1 114 586	1 193 155
Créditeurs et charges à payer	62 760	89 160
Autres passifs courants	20 517	25 575
Total des passifs courants	83 277	114 735
Dette à long terme	431 606	429 140
Obligations au titre du prix d'achat	21 570	21 498
Impôt sur le résultat différé	9 494	15 394
Autres passifs non courants	16 420	15 743
Total des passifs	562 367	596 510
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	546 584	566 236
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	5 635	30 409
	552 219	596 645
Total des passifs et des capitaux propres	1 114 586	1 193 155

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du niveau des retraits (« perdus »); iii) du niveau des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou d'une cession d'entreprise (« cession »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période. Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises réalisés par Fiera Capital au cours de l'exercice précédent. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit.

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion¹⁾ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 JUIN 2017	LE 31 MARS 2017	LE 30 JUIN 2016
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	122 063	116 925	97 988
Variation nette	3 595	5 138	2 915
Acquisitions (cession)/ajustements	–	–	8 233
Actifs sous gestion à la clôture de la période	125 658	122 063	109 136
Actifs sous gestion moyens	125 886	119 726	102 112

¹⁾ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 MARS 2017	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 JUIN 2017
Marchés institutionnels	62 106	2 468	(797)	414	1 767	(525)	–	65 451
Gestion privée	26 264	902	(156)	(287)	290	(605)	–	26 408
Marché des conseillers aux investisseurs	33 693	460	(342)	(382)	579	(209)	–	33 799
Actifs sous gestion à la clôture de la période	122 063	3 848	(1 295)	(255)	2 636	(1 339)	–	125 658

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 125,7 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre 122,1 milliards de dollars au 31 mars 2017. Cette augmentation s'explique principalement par de nouveaux mandats de 3,8 milliards de dollars et par une appréciation des marchés de 2,6 milliards de dollars. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie annulées par des mandats perdus de 1,3 milliard de dollars, par des contributions nettes négatives de 0,3 milliard de dollars et par l'incidence défavorable de la fluctuation du change sur le dollar américain de 1,3 milliard de dollars au cours du trimestre.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 3,3 milliards de dollars, ou 5,4 %, pour s'établir à 65,5 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre 62,1 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette augmentation est attribuable aux nouveaux mandats et aux contributions nettes positives totalisant 2,9 milliards de dollars, généralement dans l'ensemble des stratégies de placement Actions mondiales et Actions internationales de l'ensemble de la Société, dans les mandats Investissements guidés par le passif et auprès de clients des nouvelles capacités au niveau des mandats multi-classes d'actifs offertes par Fiera. L'appréciation des marchés a aussi contribué à l'augmentation à hauteur d'environ 1,8 milliard de dollars. Ces augmentations ont été en partie annulées par des pertes de clients s'élevant à 0,8 milliard de dollars, en raison principalement de clients qui ont adopté des stratégies d'atténuation des risques ainsi que de la consolidation des fournisseurs de gestion de placement. Finalement, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,5 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,1 milliard de dollars, ou 0,5 %, pour atteindre 26,4 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre 26,3 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette hausse est avant tout attribuable à de nouveaux dépôts nets de 0,5 milliard de dollars dans les stratégies à revenu fixe obtenus essentiellement aux États-Unis, combinés à l'appréciation des marchés de 0,3 milliard de dollars, en partie contrebalancée par l'incidence défavorable de la fluctuation du taux de change du dollar américain de 0,6 milliard de dollars au cours de la période.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une hausse de 0,1 milliard de dollars, ou 0,3 %, pour s'établir à 33,8 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre 33,7 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette hausse est principalement attribuable à l'appréciation des marchés de 0,6 milliard de dollars, combinée à de nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars obtenus essentiellement en Europe, en partie contrebalancée par des mandats perdus et des contributions nettes négatives totalisant respectivement 0,4 milliard de dollars et 0,3 milliard de dollars. Finalement, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,2 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre.

Tableau 5 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

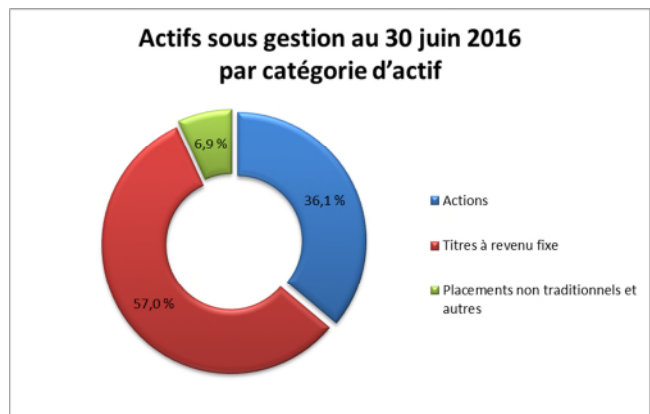
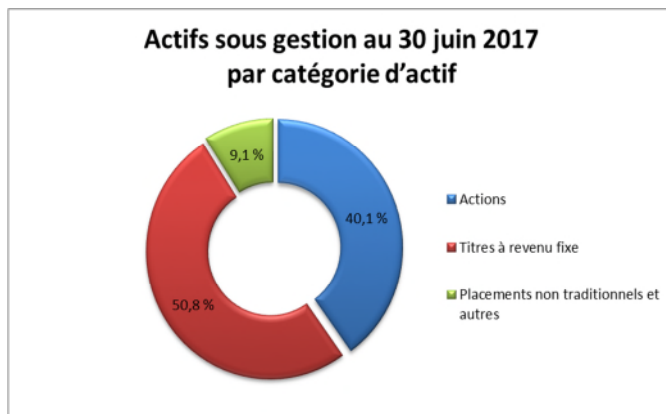
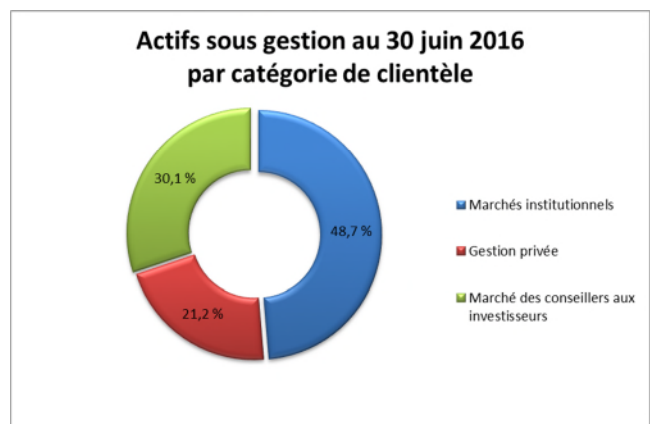
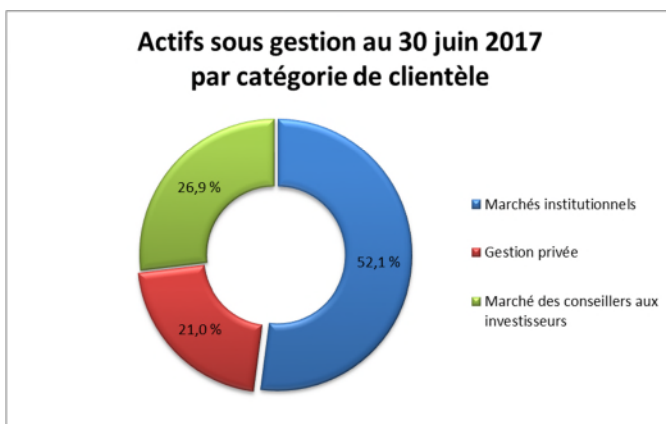
	31 DÉCEMBRE 2016	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 JUIN 2017
Marchés institutionnels	58 264	4 074	(1 806)	1 628	3 813	(522)	–	65 451
Gestion privée	25 383	1 278	(221)	(365)	1 037	(704)	–	26 408
Marché des conseillers aux investisseurs	33 278	907	(1 242)	(531)	1 635	(248)	–	33 799
Actifs sous gestion à la clôture de la période	116 925	6 259	(3 269)	732	6 485	(1 474)	–	125 658

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 8,8 milliards de dollars, ou 7,5 %, pour s'établir à 125,7 milliards de dollars au 30 juin 2017, contre 116,9 milliards de dollars au 31 décembre 2016. Cette augmentation s'explique principalement par de nouveaux mandats de 6,3 milliards de dollars provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée, combinés à une appréciation des marchés de 6,5 milliards de dollars et à des contributions nettes positives de 0,7 milliard de dollars, contrebalancés par des mandats perdus de 3,2 milliards de dollars. Finalement, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 1,5 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du semestre clos le 30 juin 2017.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

Tableau 6 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2017	LE 31 MARS 2017	LE 30 JUIN 2016	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	46 615	42 529	28 842	4 086	17 773
Gestion privée	27 189	26 774	23 431	415	3 758
Marché des conseillers aux investisseurs	28 597	27 005	16 531	1 592	12 066
Total des honoraires de gestion	102 401	96 308	68 804	6 093	33 597
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	1 209	527	646	682	563
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(7)	5	1 672	(12)	(1 679)
Total des honoraires de performance	1 202	532	2 318	670	(1 116)
Autres revenus	5 746	3 734	3 861	2 012	1 885
Total des produits	109 349	100 574	74 983	8 775	34 366

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, les produits se sont accrus de 34,3 millions de dollars, ou 46 %, pour se fixer à 109,3 millions de dollars, contre 75,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement à l'acquisition d'Apex (un trimestre complet de produits provenant d'Apex au deuxième trimestre de 2017 contre un mois de produits pour la période correspondante de l'exercice précédent) et de Charlemagne ainsi qu'à l'inclusion de la division Alternative, combinées à la croissance interne provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 33,6 millions de dollars, ou 49 %, pour atteindre 102,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 68,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 ont augmenté de 17,8 millions de dollars, ou 62 %, pour se fixer à 46,6 millions de dollars,

comparativement à 28,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement à l'inclusion des acquisitions suivantes vers le milieu et la fin de 2016 : Apex, Fiera Financement Privé, Fiera Immobilier, Fiera Infrastructure et Charlemagne. Les produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats, notamment aux États-Unis et au Canada, et de l'appréciation des marchés au cours des douze derniers mois ont contribué à la croissance des produits.

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 3,8 millions de dollars, ou 16 %, pour s'établir à 27,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 23,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par les produits plus élevés tirés de la division Bel Air aux États-Unis et de la gestion privée au Canada attribuables à la hausse des actifs sous gestion découlant surtout de l'obtention de nouveaux mandats.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 16,5 millions de dollars, ou 73 %, au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, pour se chiffrer à 28,6 millions de dollars, contre 12,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de l'inclusion des produits provenant des acquisitions d'Apex et de Charlemagne.

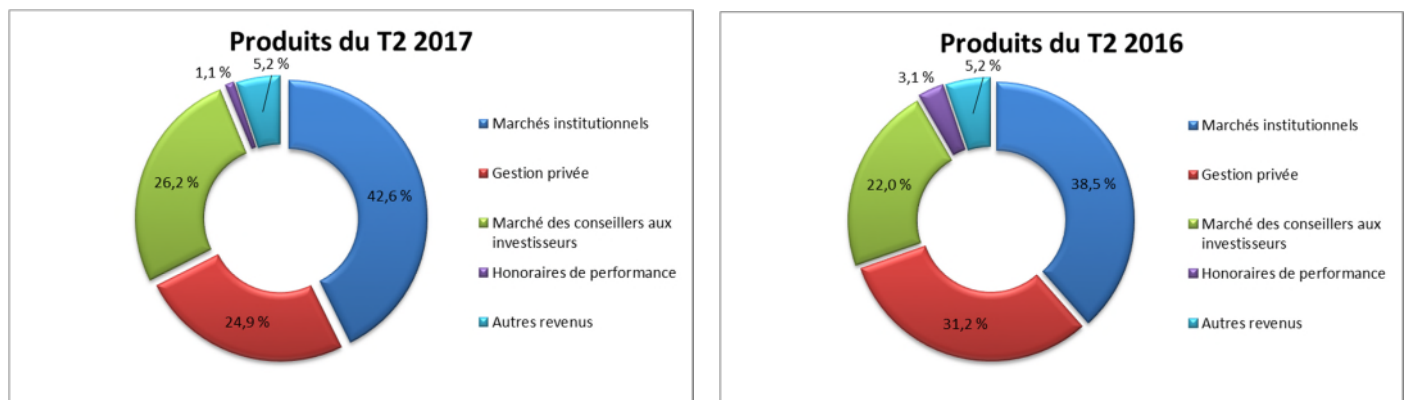
Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 1,2 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 2,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul des honoraires de performance est principalement attribuable à la baisse des honoraires de performance des actifs non traditionnels.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 1,9 million de dollars, ou 49 %, pour s'élever à 5,8 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 3,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement aux produits additionnels tirés de Fiera Financement Privé et à des honoraires éventuels gagnés au cours du trimestre.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 juin 2017 et le 30 juin 2016.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, les produits ont progressé de 8,7 millions de dollars, ou 8,7 %, pour se fixer à 109,3 millions de dollars, comparativement à 100,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette progression s'explique surtout par des honoraires de gestion plus élevés provenant notamment de la clientèle des Marchés institutionnels et du Marché des conseillers aux investisseurs, combinés à la hausse des autres revenus et des honoraires de performance.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 6,1 millions de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 102,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 96,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. La répartition des honoraires de gestion par catégories de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 4,1 millions de dollars, ou 9,6 %, pour s'établir à 46,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 42,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. L'augmentation séquentielle tient surtout de la hausse des honoraires de gestion provenant des États-Unis et du Canada au cours de la période par suite de celle des actifs sous gestion attribuable aux nouveaux mandats, combinée à des produits plus élevés découlant de la division Alternative, notamment Financement Privé, Fiera Infrastructure et Fiera Immobilier.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 0,4 million de dollars, ou 1,6 %, pour s'établir à 27,2 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, par rapport à 26,8 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2017, cette progression étant principalement attribuable aux produits plus élevés tirés des activités aux États-Unis, qui eux s'expliquent par la hausse des actifs sous gestion.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 1,6 million de dollars, ou 6 %, pour s'élever à 28,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 27,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017, ce qui s'explique principalement par l'inclusion d'un trimestre complet de produits provenant de la société Charlemagne acquise.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance, lesquels sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, s'est chiffré à 1,2 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 0,5 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 2,0 millions de dollars, ou 54 %, pour s'élever à 5,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 3,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette augmentation s'explique essentiellement par les honoraires éventuels gagnés au cours du trimestre.

Tableau 7 – Produits – Variations depuis l’ouverture de l’exercice (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016	D’UN EXERCICE À L’AUTRE
Marchés institutionnels	89 144	53 835	35 309
Gestion privée	53 963	48 047	5 916
Marché des conseillers aux investisseurs	55 602	30 337	25 265
Total des honoraires de gestion	198 709	132 219	66 490
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 736	935	801
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(2)	1 755	(1 757)
Total des honoraires de performance	1 734	2 690	(956)
Autres revenus	9 480	6 358	3 122
Total des produits	209 923	141 267	68 656

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits ont progressé de 68,6 millions de dollars, ou 48 %, pour se fixer à 209,9 millions de dollars, comparativement à 141,3 millions de dollars pour la période correspondante de l’exercice précédent. Cette progression s’explique surtout par l’acquisition d’Apex et de Charlemagne ainsi que par l’inclusion de la division Alternative, combinées à la croissance interne provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 66,5 millions de dollars, ou 50 %, pour s’établir à 198,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 132,2 millions de dollars pour la période correspondante de l’exercice précédent. La ventilation de l’augmentation globale des honoraires de gestion et de l’augmentation par catégories de clientèle s’établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 35,3 millions de dollars, ou 66 %, pour s’établir à 89,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 53,8 millions de dollars pour la période correspondante de l’exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement à l’inclusion des acquisitions suivantes vers le milieu et la fin de 2016 : Apex, Fiera Financement Privé, Fiera Immobilier, Fiera Infrastructure et Charlemagne. Les produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l’obtention de nouveaux mandats, notamment aux États-Unis et au Canada, et de l’appréciation des marchés au cours des douze derniers mois ont contribué à la croissance des produits.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 6,0 millions de dollars, ou 12 %, pour s’établir à 54,0 millions de dollars au semestre clos le 30 juin 2017, par rapport à 48,0 millions de dollars pour la période correspondante de l’exercice précédent. Cette progression s’explique avant tout par les produits plus élevés tirés de la division Bel Air aux États-Unis et de la gestion privée au Canada attribuables à la hausse des actifs sous gestion découlant surtout de l’obtention de nouveaux mandats.

- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 25,3 millions de dollars, ou 83 %, pour s'élever à 55,6 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 30,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de l'inclusion des produits provenant des acquisitions d'Apex et de Charlemagne.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance s'est chiffré à 1,7 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des honoraires de performance s'explique par la baisse des honoraires de performance des actifs non traditionnels, en partie compensée par la hausse des produits tirés des actifs traditionnels au cours du premier semestre de 2017 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 3,1 millions de dollars, ou 48 %, pour s'élever à 9,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 6,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par les produits additionnels tirés de Fiera Financement Privé au premier semestre de 2017 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont monté de 34,1 millions de dollars, ou 64 %, pour s'établir à 87,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2017, contre 53,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à la prise en compte des entités nouvellement acquises (Apex, Fiera Infrastructure, Fiera Financement Privé, Fiera Immobilier et Charlemagne), aux autres charges d'exploitation plus élevées et à une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer. À court terme, le net impact de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives devrait avoir une incidence d'environ 2 % sur la marge du BAIIA ajusté¹⁾ et sur la marge du bénéfice avant l'impôt sur le résultat²⁾.

1) Voir la rubrique Mesures non conforme aux IFRS à la page 45.

2) Nous définissons la marge du bénéfice avant l'impôt sur le résultat comme le ratio du bénéfice avant l'impôt sur le résultat par rapport aux produits.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 10,2 millions de dollars, ou 13 %, pour se chiffrer à 87,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2017, contre 77,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des charges de rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer ainsi qu'aux charges d'exploitation plus élevées pour soutenir la croissance de la Société, notamment aux États-Unis. À court terme, le net impact de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives devrait avoir une incidence d'environ 2 % sur la marge du BAIIA ajusté¹⁾ et sur la marge du bénéfice avant l'impôt sur le résultat²⁾

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 58,4 millions de dollars, ou 55 %, pour se chiffrer à 164,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 106,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des coûts est surtout imputable à la prise en compte des entités nouvellement acquises (Apex, Fiera Financement Privé, Fiera Immobilier, Fiera Infrastructure et Charlemagne) ainsi qu'aux charges additionnelles engagées pour soutenir la croissance de la Société.

Frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais des gestionnaires externes se sont établis à 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, ce qui représente une diminution de 0,2 million de dollars, ou 40 %, comparativement à ceux de 0,7 million de dollars inscrits pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais des gestionnaires externes pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 ont diminué de 0,4 million de dollars, ou 50 %, pour se chiffrer à 0,5 million de dollars, comparativement à ceux de 0,9 million de dollars du trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Les frais des gestionnaires externes pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont diminué de 0,3 million de dollars, ou 17 %, pour se chiffrer à 1,3 million de dollars, comparativement à ceux de 1,6 million de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.

1) Voir la rubrique Mesures non conforme aux IFRS à la page 45.

2) Nous définissons la marge du bénéfice avant l'impôt sur le résultat comme le ratio du bénéfice avant l'impôt sur le résultat par rapport aux produits.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles a légèrement progressé de 0,14 million de dollars, ou 16 %, pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, pour atteindre 1,0 million de dollars, contre 0,82 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 2,4 millions de dollars, ou 29 %, pour atteindre 10,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 8,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par les relations clients et les autres immobilisations incorporelles comptabilisées à la suite des acquisitions d'Apex, de Fiera Immobilier, de Fiera Infrastructure, de Fiera Financement Privé et de Charlemagne.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable à 1,0 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à celui de 0,9 million de dollars du trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré stable à 10,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 10,9 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

L'amortissement des immobilisations corporelles a progressé de 0,2 million de dollars, ou 14 %, pour le semestre clos le 30 juin 2017, pour atteindre 1,9 million de dollars, contre 1,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 5,8 millions de dollars, ou 36 %, pour atteindre 21,8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 16,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par les relations clients et les autres immobilisations incorporelles comptabilisées à la suite des acquisitions d'Apex, de Fiera Immobilier, de Fiera Infrastructure, de Fiera Financement Privé et de Charlemagne.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont reculé de 1,1 million de dollars, ou 45 %, pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, pour se fixer à 1,4 million de dollars, contre 2,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le recul est principalement attribuable à un profit de change lié à la dette à long terme libellée en dollars américains inscrit au deuxième trimestre de 2017.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 1,1 million de dollars, ou 45 %, pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, pour se fixer à 1,4 million de dollars, contre 2,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. La diminution de la dette à long terme et des autres charges financières s'explique essentiellement par un profit de change de 2,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, comparativement à un profit de 1,4 million de dollars inscrit au trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 1,0 million de dollars, ou 20 %, pour le semestre clos le 30 juin 2017, pour se fixer à 3,9 millions de dollars, contre 4,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la dette à long terme et des autres charges financières s'explique essentiellement par un profit de change de 4,2 millions de dollars au semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à néant pour la période correspondante de l'exercice précédent, en partie contrebalancé par des intérêts sur la dette plus élevés pour financer diverses acquisitions.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 1,3 million de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, en regard d'une charge de 0,7 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 1,3 million de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, en regard d'une charge de 1,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Une charge de 2,6 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le semestre clos le 30 juin 2017, en regard d'une charge de 1,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,2 million de dollars, ou 86 %.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 0,6 million de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 6,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 5,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts est essentiellement attribuable à la comptabilisation des coûts non récurrents comptabilisés au deuxième trimestre de 2017, contrebalancés en partie par des frais d'acquisition plus élevés liés à Apex comptabilisés au deuxième trimestre de 2016.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 3,7 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour s'établir à 6,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, contre 2,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la comptabilisation des coûts non récurrents comptabilisés au deuxième trimestre de 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 0,9 million de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 9,3 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre 10,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts est essentiellement attribuable à l'acquisition d'Apex comptabilisée au premier semestre de 2016, contrebalancée en partie par la comptabilisation des coûts non récurrents comptabilisés au premier semestre de 2017.

Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés

La Société a comptabilisé une charge de 0,4 million de dollars liée à la variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à un profit de 0,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017 et à un profit de 0,3 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016.

Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise

Le 4 avril 2016, la Société a modifié la convention des actionnaires de Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), ce qui a donné lieu à l'obtention du contrôle effectif par la Société. Ce changement de contrôle des titres de capitaux propres qui étaient détenus précédemment a constitué un événement économique qui a déclenché la réévaluation de la participation à la juste valeur. Auparavant, la Société comptabilisait la participation dans la coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence. À la date d'acquisition, la valeur comptable de la participation dans la coentreprise s'élevait à 6,4 millions de dollars. La juste valeur des droits conservés se chiffrait à 12,2 millions de dollars. La réévaluation à la juste valeur de la participation de Fiera Capital a donné lieu à un profit de 5,8 millions de dollars, lequel a été comptabilisé à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net au cours du deuxième trimestre de 2016.

BAIIA ajusté¹⁾

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté¹⁾ et le BAIIA ajusté par action¹⁾ de la Société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

Tableau 6 – BAIIA ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2017	LE 31 MARS 2017	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016
Résultat net	504	4 353	8 303	4 857	12 215
BAIIA ¹⁾	12 952	18 800	20 403	31 752	35 587
BAIIA ajusté ¹⁾	28 480	25 199	23 510	53 679	39 667
Par action (de base) ¹⁾	0,35	0,31	0,32	0,66	0,54
Par action (dilué) ¹⁾	0,34	0,30	0,32	0,64	0,54

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe à la page 45.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, le BAIIA ajusté a été en hausse de 5,0 millions de dollars, ou 21 %, pour atteindre 28,5 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base) et 0,34 \$ par action (dilué), contre 23,5 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 a été caractérisé par la hausse des produits eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des honoraires de gestion par suite des acquisitions d'Apex, de Fiera Immobilier, de Fiera Infrastructure, de Fiera Financement Privé et de Charlemagne. Toutefois, cette progression a été en partie contrebalancée par une augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, le BAIIA ajusté a progressé de 3,3 millions de dollars, ou 13 %, pour s'établir à 28,5 millions de dollars, soit 0,35 \$ par action (de base) et 0,34 \$ par action (dilué), contre 25,2 millions de dollars, ou 0,31 \$ par action (de base) et 0,30 \$ par action (dilué), au trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette progression est avant tout attribuable à la hausse des honoraires découlant de la croissance interne, en partie contrebalancée par la hausse des charges d'exploitation pour soutenir la croissance des activités.

Résultat net

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

Tableau 7 – Résultat net et résultat net ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2017	LE 31 MARS 2017	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	877	4 428	7 901	5 305	15 181
Amortissement des immobilisations corporelles	956	931	824	1 887	1 655
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 900	10 935	8 464	21 835	16 009
Rémunération fondée sur des actions	6 928	2 673	2 559	9 601	6 109
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés ^{*)}	439	(372)	(265)	67	(619)
Éléments hors trésorerie ¹⁾	19 223	14 167	11 582	33 390	23 154
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)}	4 851	1 076	3 894	5 927	4 412
Frais d'acquisition ^{*)}	1 659	1 718	2 054	3 377	5 762
(Profit) sur disposition d'une participation dans une coentreprise ^{*)}	–	–	–	–	(15 013)
(Profit) sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise ^{*)}	–	–	–	–	7 921
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	2 085	727	(43)	2 811	(1 009)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	24 525	20 662	19 647	45 188	36 599
Par action (de base)					
Résultat net	0,01	0,05	0,11	0,07	0,21
Résultat net ajusté ¹⁾	0,30	0,25	0,27	0,55	0,50
Par action (dilué)					
Résultat net	0,01	0,05	0,11	0,06	0,21
Résultat net ajusté ¹⁾	0,29	0,25	0,26	0,54	0,50

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe à la page 45.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), contre 7,9 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution du résultat net s'explique surtout par un profit non récurrent sur l'acquisition du contrôle d'une participation dans une coentreprise liée à Fiera Immobilier comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, comparativement à néant pour le trimestre considéré clos le 30 juin 2017, combiné à des charges globales plus élevées.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), contre 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2017. Cette diminution du résultat net s'explique surtout par des charges globales d'exploitation plus élevées, notamment des charges liées à la rémunération, combinées à des coûts non récurrents comptabilisés au deuxième trimestre de 2017, compensés en partie par la hausse des honoraires de gestion attribuable à la croissance interne.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 5,3 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base) et 0,06 \$ par action (dilué), contre 15,2 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique surtout par le fait que le résultat net du semestre clos le 30 juin 2016 comprenait un profit de 5,8 millions de dollars lié à l'acquisition du contrôle d'une participation dans une coentreprise et un profit de 15,0 millions de dollars sur la cession d'Axiom, partiellement contrebalancés par la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente liés à Fiera Quantum de 7,9 millions de dollars.

Résultat net ajusté¹⁾

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* pour obtenir la définition de résultat net ajusté.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, des éléments hors trésorerie¹⁾ de 19,1 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (19,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,23 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 4,6 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,05 \$ par action (dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (6,5 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 24,5 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base) et 0,29 \$ par action (dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, des éléments hors trésorerie¹⁾ de 11,7 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (11,6 millions de dollars avant impôt), ou 0,16 \$ par action (de base) et 0,15 \$ par action (dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts et un profit sur l'acquisition d'une participation dans une coentreprise de 0,1 million de dollars, ou néant par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (0,085 million de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 19,6 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base) et 0,26 \$ par action (dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016.

1) Voir la rubrique *Mesures non conforme aux IFRS* à la page 45.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2017, des éléments hors trésorerie¹⁾ de 14,3 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (14,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 2,0 millions de dollars, ou 0,02 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (2,8 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 20,7 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 24,5 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base) et 0,29 \$ par action (dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Au cours du semestre clos le 31 mars 2017, des éléments hors trésorerie¹⁾ de 33,4 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (33,4 millions de dollars avant impôt), ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 6,5 millions de dollars, ou 0,08 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (9,3 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 45,2 millions de dollars, ou 0,55 \$ par action (de base) et 0,54 \$ par action (dilué), pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 36,6 millions de dollars, ou 0,50 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 45.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 8 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois ²⁾	T2 30 juin 2017	T1 31 mars 2017	T4 31 déc. 2016	T3 30 sept. 2016	T2 30 juin 2016	T1 31 mars 2016	T4 31 déc. 2015	T3 30 sept. 2015
Actifs sous gestion	119 278	125 658	122 063	116 925	112 465	109 136	97 988	101 431	88 759
Total des produits	412 800	109 349	100 574	120 968	81 909	74 983	66 284	73 999	60 214
BAIIA ajusté ¹⁾	121 209	28 480	25 199	41 599	25 931	23 510	16 157	25 757	18 608
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	29,4 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %	31,7 %	31,4 %	24,4 %	34,8 %	30,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	10 901	877	4 428	5 203	393	7 901	7 280	9 678	6 700
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,51	0,35	0,31	0,52	0,33	0,32	0,22	0,36	0,27
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,14	0,01	0,05	0,07	0,01	0,11	0,10	0,14	0,10
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,20	0,30	0,25	0,40	0,25	0,27	0,23	0,30	0,25
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,48	0,34	0,30	0,51	0,33	0,32	0,22	0,36	0,27
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,13	0,01	0,05	0,06	0,01	0,11	0,10	0,13	0,10
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,17	0,29	0,25	0,38	0,25	0,26	0,23	0,29	0,25

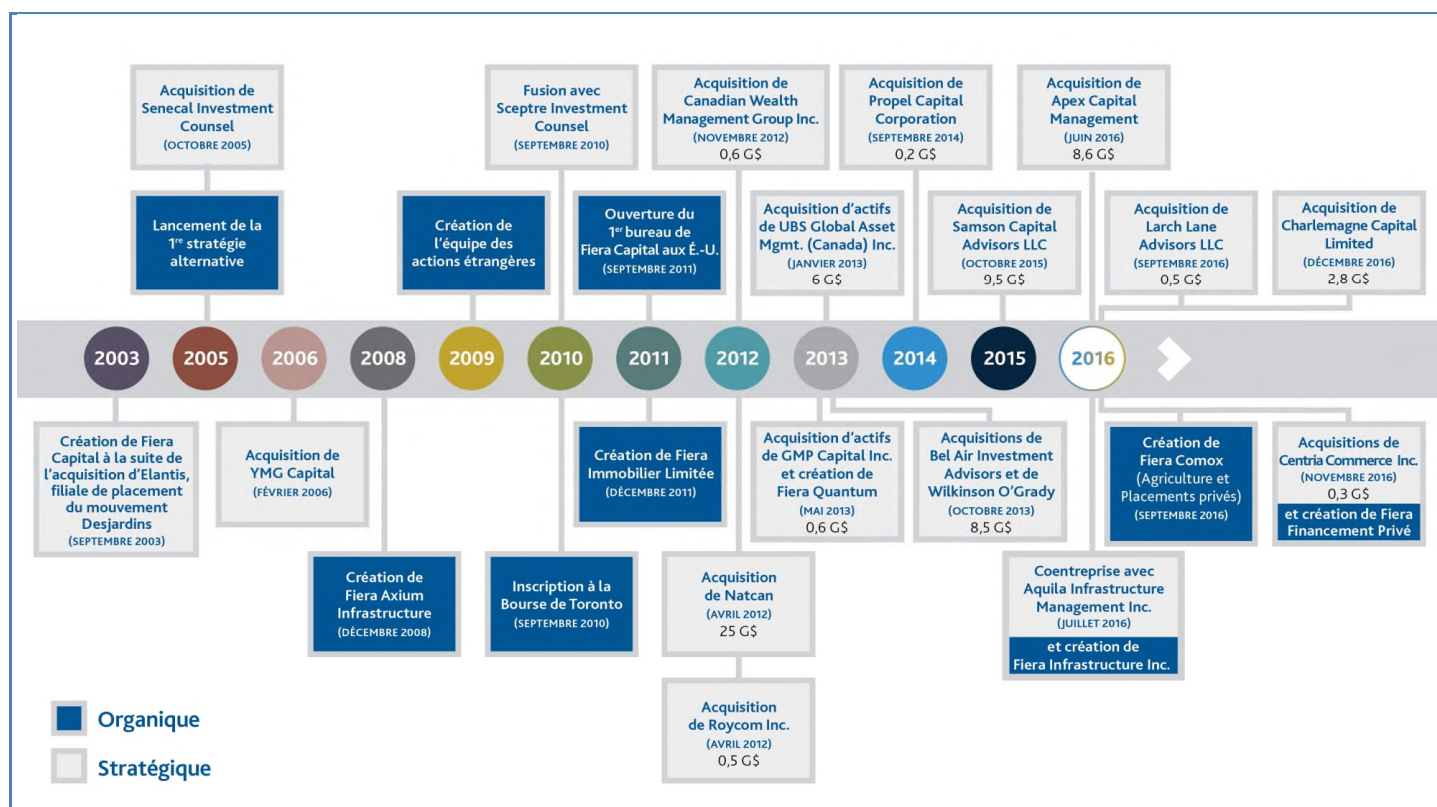
¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 45.

²⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises, dans l'évolution de la Société depuis sa création.



SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 9 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	26 077	13 964
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(4 082)	(94 041)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(28 898)	70 747
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	(6 903)	(9 330)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(995)	(1 298)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	40 110	25 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	32 212	15 097

Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 26,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017. Ce montant découle des entrées de trésorerie de 33,1 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat, l'impôt sur le résultat payé ainsi que des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés, combinés à une variation positive des autres passifs non courants de 0,9 million de dollars. Ces éléments ont été contrebalancés par la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 7,0 millions de dollars au cours du trimestre.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 4,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, en raison essentiellement de 3,4 millions de dollars liées au paiement de l'obligation au titre du prix d'achat, de 2,8 millions de dollars pour le règlement d'une option de vente, de 1,3 million de dollars pour l'achat d'immobilisations corporelles et de 1,0 million de dollars pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles au cours de la période, en partie contrebalancées par des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 4,9 millions de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 28,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, en raison principalement du versement de dividendes de 28,1 millions de dollars, de paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des charges de financement de 8,1 millions de dollars et des sorties de trésorerie de 6,5 millions de dollars pour l'achat de la participation ne donnant pas le contrôle, en partie contrebalancés par l'augmentation de la dette à long terme de 13,2 millions de dollars et par l'émission d'actions de 1,4 million de dollars au cours de la période.

Enfin, l'incidence négative des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères se chiffrait à 1,0 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 26,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 14,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation positive des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation découle principalement de la hausse de 14,0 millions de dollars du BAIIA ajusté, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté*, partiellement contrebalancée par la charge d'impôt sur le résultat et l'impôt sur le résultat payé plus élevés de 1,3 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017 comparativement à l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 4,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, en regard de 94,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart s'explique surtout par les sorties de trésorerie liées à l'acquisition d'Apex de 112,3 millions de dollars, compensées en partie par le produit de 20 millions de dollars sur disposition d'une participation dans une coentreprise comptabilisé au semestre clos le 30 juin 2016.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 28,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 70,7 millions de dollars avaient été comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la diminution de la dette à long terme de 88,7 millions de dollars, combinée à une hausse de 4,7 millions de dollars des versements de dividendes et aux intérêts plus élevés de 4,0 millions de dollars payés sur la dette à long terme au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Finalement, l'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence défavorable de 1,0 million de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2017, contre une incidence défavorable de 1,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat en trésorerie¹⁾

Le tableau qui suit présente une ventilation du résultat en trésorerie et du résultat en trésorerie par action pour les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

Tableau 10 – Résultat en trésorerie¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	5 305	15 181
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 887	1 655
Amortissement des immobilisations incorporelles	21 835	16 009
Rémunération fondée sur des actions	9 601	6 109
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	67	(619)
Résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	38 695	38 335
Résultat en trésorerie par action (de base) ¹⁾	0,47	0,53
Résultat en trésorerie par action (dilué) ¹⁾	0,46	0,52

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 45.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de 23,7 millions de dollars ainsi que la rémunération fondée sur des actions et la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de 9,6 millions de dollars et de 0,066 million de dollars, respectivement, ont eu une incidence défavorable sur le résultat net de la Société, comparativement à des montants de 17,7 millions de dollars, de 6,1 millions de dollars et de (0,6) million de dollars, respectivement, pour l'exercice précédent. Compte non tenu de ces éléments, le résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société a atteint 38,7 millions de dollars, ou 0,47 \$ par action (de base) et 0,46 \$ par action (dilué), pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 38,3 millions de dollars, ou 0,53 \$ par action (de base) et 0,52 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dettes à long terme

Tableau 11 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	30 JUIN 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Facilité de crédit		
Facilité à terme	162 212	167 838
Facilité renouvelable	270 278	262 323
Autre facilité	1 150	2 039
Charges de financement différées	(1 509)	(1 777)
	432 131	430 423
Moins la partie courante	(525)	(1 283)
Partie non courante	431 606	429 140

Facilité de crédit

Le 31 mai 2016, la Société a conclu la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité à terme et une facilité renouvelable (collectivement, la « facilité de crédit »).

Facilité à terme

L'entente de crédit comprend une facilité à terme de 125 millions de dollars américains (non renouvelable) pour laquelle aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 31 mai 2019, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité à terme est remboursable intégralement.

Au 30 juin 2017, le montant prélevé sur la facilité à terme totalisait 125 millions de dollars américains (162,212 millions de dollars canadiens) [125 millions de dollars américains (167,838 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2016].

Facilité renouvelable

La facilité de crédit comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 300 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains. Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu sur la facilité renouvelable jusqu'au 25 mars 2020, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité renouvelable est remboursable intégralement.

Au 30 juin 2017, le montant total prélevé sur la facilité renouvelable comprenait des montants de 30,341 millions de dollars canadiens et de 184,894 millions de dollars américains (239,937 millions de dollars canadiens) [174 millions de dollars canadiens et 65,781 millions de dollars américains (88,323 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2016].

Selon les modalités de l'entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives de la facilité de crédit, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, est défini dans la convention de crédit comme étant le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie. Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à l'entente de crédit.

Autres facilités

Au 30 juin 2017, l'une des filiales de la Société a un emprunt bancaire en cours de 1,019 million de dollars à l'égard duquel des versements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens sont requis (respectivement 1,281 million de dollars et 0,131 million de dollars canadiens au 31 décembre 2016). L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré d'une marge se situant entre 0,25 % et 0,50 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt) et il vient à échéance le 30 juin 2019. Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, l'ensemble des clauses restrictives relatives à la dette étaient respectées.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, cette filiale a modifié son entente de crédit pour y inclure une facilité de crédit-bail. Au 30 juin 2017, un montant de 0,131 million de dollars canadiens était prélevé du prêt de cession-bail auprès de la banque.

Cette filiale dispose aussi d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,75 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % qui s'applique également en fonction du ratio des créances de premier rang au

BAlIA et n'a pas de date d'échéance fixe. Au 30 juin 2017, la filiale avait prélevé un montant de néant de sa ligne de crédit (néant au 31 décembre 2016).

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,8 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,75 %, sans date d'échéance fixe. Au 30 juin 2017, la filiale avait prélevé un montant de néant de la ligne de crédit (0,758 million de dollars au 31 décembre 2016).

Obligations contractuelles et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2017, la Société n'avait aucune obligation contractuelle importante autre que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales pouvaient faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Arrangements hors bilan

Au 30 juin 2017, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, y compris une garantie ou un dérivé, hormis avec des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Capital social

Au 30 juin 2017, la Société avait 62 440 214 actions de catégorie A et 19 790 625 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 82 230 839 actions en circulation, contre 57 859 415 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 847 577 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 77 706 992 actions en circulation au 30 juin 2016.

Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

Le tableau ci-après présente les transactions ayant eu lieu au cours des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016 dans le cadre des régimes d'options sur actions de la Société.

Tableau 12 – Transactions sur options

	30 JUIN 2017		30 JUIN 2016	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de la période	2 799 345	10,25	3 040 225	9,58
Attributions	347 000	13,64	41 259	13,33
Exercices	(180 121)	7,96	(265 403)	4,73
Renoncations	(20 645)	13,44	–	–
En circulation à la clôture de l'exercice	2 945 579	10,76	2 816 081	10,09
Options exerçables à la clôture de la période	989 901	7,73	1 103 440	7,74

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

La Société a comptabilisé une charge de 0,006 million de dollars et de 0,021 million de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 dans le cadre du régime d'unités d'actions différées [(0,006 million de dollars) et 0,025 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016]. Au 30 juin 2017, la Société avait un passif de 0,213 million de dollars relativement à ce régime (0,192 million de dollars au 31 décembre 2016).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

La Société a comptabilisé une charge de 3,873 millions de dollars et de 4,633 millions de dollars au titre du régime d'UAR pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 (0,648 million de dollars et 1,971 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016). Au 30 juin 2017, la Société avait un passif totalisant 3,464 millions de dollars relativement à ce régime (3,081 millions de dollars au 31 décembre 2016). Au 30 juin 2017, 395 618 UAR étaient en circulation (456 303 UAR au 31 décembre 2016).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

La Société a comptabilisé une charge de 0,49 million de dollars et de 0,934 million de dollars au titre de ce régime pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 (néant pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016). Au 30 juin 2017, la Société avait un passif totalisant 1,479 million de dollars relativement à ce régime (0,549 million de dollars au 31 décembre 2016).

Régime d'actions assujetties à des restrictions

La Société a comptabilisé une charge de 0,184 million de dollars et de 0,362 million de dollars au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 (0,381 million de dollars et 0,734 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016).

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

La Société a comptabilisé une charge de 1,782 million de dollars et de 2,605 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 au titre du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (1,038 million de dollars et 2,124 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, cette charge est entièrement imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de 1,038 million de dollars et 2,139 millions de dollars et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de néant et de (0,015 million de dollars), respectivement.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, la valeur totale des attributions accordées à des employés admissibles en vertu des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie respectivement à néant et à 6,566 millions de dollars (néant pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016). Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, aucun droit afférent à des UALR applicables aux unités d'exploitation n'a été acquis. Un total de 253 242 et de 730 285 actions de catégorie A ont été émises au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 relativement aux droits afférents à des UALR acquis en 2016.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, néant et 244 878 UALR ont été acquises et réglées. La Société a réglé les UALR acquises au moyen d'un paiement de 4,237 millions de dollars en trésorerie au lieu d'une émission d'actions de catégorie A. La Société a traité la transaction comme un rachat de titres de capitaux propres et a comptabilisé une diminution d'un montant de 4,237 millions de dollars au surplus d'apport. Le règlement en trésorerie de ces UALR découlait de circonstances exceptionnelles. La direction de la Société prévoit toujours effectuer le règlement des tranches restantes par l'émission d'actions.

Régime d'UALR

La Société a comptabilisé une charge de 0,324 million de dollars et de 0,732 million de dollars relativement à ce régime d'UALR pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 (0,135 million de dollars et 0,583 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016). Pour ce qui est du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, cette charge est entièrement imputable aux attributions réglées en trésorerie. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016, la charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de néant et de (0,023 million de dollars) respectivement et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de 0,135 million de dollars et de 0,606 million de dollars respectivement. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, 37 705 et 73 030 actions de catégorie A ont été émises relativement aux UALR acquises en 2016 et une tranche de 0,475 million de dollars a été payée en trésorerie (9 542 actions de catégorie A émises au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016).

Régimes d'options établis par les filiales de la Société

Deux des filiales de la Société maintiennent un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes réglés en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 s'est respectivement établie à 0,406 million de dollars et à 0,575 million de dollars (néant pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016). Le passif dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 1,759 million de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 30 juin 2017 (1,297 million de dollars au 31 décembre 2016).

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous contrôle conjoint comme c'est le cas pour les actionnaires liés.

Un des actionnaires liés jouit d'une influence significative à l'égard de la Société puisqu'il a le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'il détienne directement ou indirectement au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. Au 30 juin 2017, cet actionnaire détenait 20,7 % des actions émises et en circulation de la Société (20,0 % au 30 juin 2016). Cet actionnaire lié est le promoteur principal de la facilité de crédit de la Société et il est la contrepartie à des instruments financiers dérivés présentée comme entité liée dans le tableau plus bas.

Au 30 juin 2017, le deuxième actionnaire lié jouit d'une influence significative à l'égard de la Société puisqu'il détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 8,8 % des actions émises et en circulation de la Société (9,3 % au 30 juin 2016) et selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Afin de maintenir les droits décrits ci-dessus, l'actionnaire lié doit maintenir un niveau de propriété minimum dans la Société ainsi qu'un niveau minimum déterminé d'actifs sous gestion.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous contrôle conjoint comme c'est le cas pour les deux actionnaires liés.

Tableau 13 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016
Honoraires de gestion, honoraires de performance et autres revenus	25 602	24 855
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	819	756
Autres	215	1 209
Intérêts sur la dette à long terme	7 624	4 654
Frais d'acquisition	252	–
Variations nettes de la juste valeur des instruments financiers dérivés	67	(619)

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration, président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale et président de la division des stratégies de placement privé alternatives, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 juin 2017 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 juin 2017.

Limitation de l'étendue de la conception

Le Règlement 52-109 autorise un émetteur à limiter l'étendue de sa conception des CPCI et du CIIF pour une entreprise que l'émetteur a acquise moins de 365 jours avant la date de clôture de la période à laquelle se rapporte le certificat. Par conséquent, la Société a exclu les acquisitions suivantes jusqu'au quatrième trimestre de 2017.

- Le 10 novembre 2016, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Centria (« Fiera Financement Privé inc. »).
- Le 14 décembre 2016, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Charlemagne Capital Limited (« Fiera Europe »).

La direction effectue un examen de la conception des CPCI et du CIIF de ces acquisitions. Au 30 juin 2017, les risques étaient toutefois atténués, puisque la direction était pleinement informée de tout événement important touchant ces acquisitions. De plus, tous les actifs acquis et les passifs repris ont fait l'objet d'une évaluation et ont été comptabilisés lors du processus de répartition du prix d'achat et les résultats d'exploitation de ces acquisitions ont aussi été inclus dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société de la manière suivante :

Pourcentage des états financiers consolidés résumés intermédiaires	Fiera Europe	Fiera Financement Privé inc.
Produits	8,77 %	3,47 %
Résultat net	(8,26) %	45,12 %
Actifs courants	2,92 %	17,38 %
Total des actifs	4,08 %	6,33 %

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié à la fluctuation des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, y compris les actions assujetties à des restrictions, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur. Au 30 juin 2017, la Société et l'une de ses filiales se sont conformées à leurs calculs respectifs d'excédent du fonds de roulement, tel qu'il est requis par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, ces calculs étant effectués sur une base non consolidée. La Société et ses filiales se sont conformées à leurs clauses restrictives en vertu des diverses facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

Modifications de l'IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers à l'égard des activités de financement d'une entité. L'adoption de ces modifications entraînera la présentation d'informations additionnelles dans les états financiers consolidés annuels.

Modifications de l'IAS 12, Impôts sur le résultat

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Les modifications visent à clarifier la comptabilisation des actifs d'impôt différé lorsqu'un actif est évalué à la juste valeur et que celle-ci est inférieure à la valeur fiscale de l'actif en question.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2014-2016)

En décembre 2016, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues du cycle 2014-2016. Les prises de position ont porté sur des modifications apportées afin de clarifier le champ d'application de l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*.

IFRS publiées mais non encore adoptées

La Société n'a pas appliqué les IFRS nouvelles et révisées suivantes, qui sont publiées, mais qui n'ont pas encore été adoptées :

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a finalisé l'IFRS 9, *Instruments financiers*, combinant les étapes portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB. L'IFRS 9 établit un modèle unique devant servir au classement et à l'évaluation des actifs financiers en fonction à la fois des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle économique qui consiste à détenir des actifs financiers. De plus, l'IFRS 9 prescrit un nouveau modèle de dépréciation applicable aux actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette version intègre un nouveau modèle de dépréciation des pertes attendues et apporte des modifications de portée restreinte au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et doit être obligatoirement appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme doit être appliquée de manière rétrospective et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme établit un cadre de référence général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats inclus dans le champ d'application des normes qui portent sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers.

En avril 2016, l'IASB a publié des clarifications de l'IFRS 15 qui fournissent des précisions sur la comptabilisation des produits relativement à l'identification des obligations de prestation, à l'application de directives en vue de déterminer si l'entité agit pour son propre compte ou comme mandataire et aux licences de propriété intellectuelle, et qui fournissent des mesures d'allègement transitoire à l'égard des contrats modifiés et des contrats achevés.

L'adoption de l'IFRS 15 est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Les entités ont le choix entre une application rétrospective intégrale ou une application prospective tout en intégrant des informations à fournir additionnelles. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilisent différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information concernant les contrats de location. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser des actifs et des passifs pour tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise uniquement pour les entités qui appliquent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Modifications de l'IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications clarifient le classement et l'évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit sur disposition d'une participation dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

La Société définit la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Rapport de gestion Trimestre et semestre clos le 30 juin 2017

Le tableau qui suite présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2017	LE 31 MARS 2017	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2016
Résultat net	504	4 353	8 303	4 857	12 215
Impôts sur le résultat	(797)	32	276	(765)	782
Amortissement des immobilisations corporelles	956	931	824	1 887	1 655
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 900	10 935	8 464	21 835	16 009
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	1 388	2 549	2 536	3 937	4 926
BAIIA	12 951	18 800	20 403	31 751	35 587
Coûts de restructuration, coûts d'intégration et autres coûts	4 851	1 076	3 894	5 927	4 412
Frais d'acquisition	1 659	1 718	2 054	3 377	5 762
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	1 289	1 308	694	2 597	1 398
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	439	(372)	(265)	67	(619)
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	(8)	(4)	(2)	(12)	14
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	371	–	–	371	–
Profit sur disposition d'une participation dans une coentreprise	–	–	–	–	(15 013)
Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise	–	–	(5 827)	–	(5 827)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	–	–	–	7 921
Quote-part du résultat net des coentreprises	–	–	–	–	(77)
Rémunération fondée sur des actions	6 928	2 673	2 559	9 601	6 109
BAIIA ajusté	28 480	25 199	23 510	53 679	39 667
PRODUITS	109 349	100 574	74 983	209 923	141 267
Marge du BAIIA ajusté	26,0 %	25,1 %	31,4 %	25,6 %	28,1 %

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, les frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, le profit sur disposition d'une participation dans une coentreprise après impôt et la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, le profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise et les éléments de rémunération fondée sur des actions. La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents. Le rapprochement du résultat net ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables est compris dans le tableau 7.

Le **résultat en trésorerie** correspond au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la rémunération fondée sur des actions. Le résultat en trésorerie est un indicateur de la capacité de la Société de verser des dividendes, de poursuivre nos activités et d'investir dans de nouvelles activités. La Société estime que son résultat en trésorerie¹⁾ est une mesure importante d'évaluation de sa performance d'exploitation de base.

Les **éléments hors trésorerie** correspondent à la somme de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et des éléments de rémunération fondée sur des actions.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société, sous la rubrique *Risques liés aux activités*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

